

«“Bella Ciao” reste le seul symbole de l’antifascisme connu de tous les Italiens»

PAR NICOLAS CHEVASSUS-AU-LOUIS
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 6 AOÛT 2018

En conclusion de notre série sur la chanson *Bella Ciao*, Mediapart s’est entretenu avec Santo Peli, professeur à l’université de Padoue et spécialiste de l’histoire de la Résistance italienne, notamment sur l’héritage embarrassant de la période fasciste (1922-1945) aujourd’hui.

Bella Ciao, tube de l’été 2018 ? Les plus jeunes fans de la série *La Casa de papel* découvrent la chanson au rythme des aventures des braqueurs madrilènes, le rappeur maître Gims en fait une romance douceuse, et les supporters de la Coupe du monde de football s’égosillent en détournant le refrain en chant de stade. Mais que raconte au juste *Bella Ciao*, sans doute aujourd’hui l’air italien le plus connu au monde ? Rien moins que trois quarts de siècle de rapport de l’Italie au fascisme. En conclusion, entretien avec Santo Peli, professeur à l’université de Padoue, qui est notamment l’auteur de *Storia della Resistenza in Italia* (Einaudi, 2006, non traduit), principale synthèse sur l’histoire de la Résistance italienne. L’historien souligne à quel point la période fasciste (1922-1945) continue d’embarrasser le pays.



Santo Peli, dans les locaux de la fondation Michelletti à Brescia. © Hélène Staes

L’idée, avancée en 1991 par Claudio Pavone, que la période 1943-1945 a été une guerre civile entre Italiens plus qu’une lutte de libération nationale contre l’occupant allemand fait-elle aujourd’hui consensus parmi les historiens ?

Je crois que oui. Jusque dans les années 2000, il y a eu une forte résistance à cette idée de guerre civile, notamment de la part des milieux de gauche et de l’Associazione Nazionale Partigiani d’Italia, principale

organisation d’anciens partisans. Pour eux, l’idée de guerre civile renvoyait dos à dos les deux adversaires (fascistes et partisans) et minimisait la dimension nationale et patriotique de la lutte des partisans. Nier la guerre civile servait aussi à mettre de côté, à minorer, la place du fascisme dans l’histoire italienne. De plus, l’idée de guerre civile empêchait de soutenir que le peuple italien avait, dans son immense majorité, été antifasciste. On sait aujourd’hui que c’est faux.

Pourquoi ?

La Résistance n’a pas été l’œuvre du peuple italien, mais d’une petite minorité active, elle-même divisée dans ses motivations. Certains partisans se sont engagés pour des raisons politiques bien affirmées, d’autres par un hasard de circonstances. Et c’est la même chose du côté de la petite minorité qui a soutenu la République sociale italienne (RSI) fasciste.

Ce qui est remarquable, c’est que la direction politique et militaire de la Résistance est parvenue, par son intelligence politique, à produire une image de force et d’unité du peuple, alors que cette force et cette unité n’existaient pas. La Résistance partait, en 1943, avec de terribles faiblesses. Deux décennies de fascisme avaient produit un analphabétisme politique presque total. C’est là une grande différence avec la France, qui avait au contraire connu avec le Front populaire une période d’intense politisation.

La plupart des partisans, souvent très jeunes, n’ont connu que le fascisme. Ceux qui possèdent une identité politique et culturelle bien affirmée, une maturité, une capacité à penser politiquement sont presque inexistantes en 1943. Ils sont en prison, ou en exil, souvent en France ou en URSS. À l’intérieur du pays, il n’y a plus de cadres politiques expérimentés. Même le PCI, qui sera quelques années plus tard le plus puissant parti communiste d’Europe occidentale, n’a en 1943 quasiment plus de militants implantés en Italie même.

Pourtant, les ouvriers communistes vont être au cœur de la Résistance armée entre 1943 et 1945...

Pas du tout ! Ça, c’est le discours du PCI, dominant à gauche jusque dans les années 1990. C’est son autonarration de la période expliquant que la classe

ouvrière, qu'il entendait représenter, avait été à l'avant-garde de la lutte du peuple italien pour la libération. Les choses ne se sont pas du tout passées ainsi. La Lombardie est par exemple la région qui a le moins de partisans armés, alors que c'est celle qui concentre le plus d'ouvriers. Pourquoi ? Parce que les ouvriers, en particulier ceux travaillant dans les usines d'armement, étaient exemptés du travail obligatoire en Allemagne et du service militaire imposé par la RSI. Or la plupart des jeunes partisans se sont enfuis pour ne pas faire le service militaire. Les ouvriers, eux, sont restés à leur poste de travail, en ville, même s'ils ont pu participer à des actions de résistance civile. En pratique, très peu de partisans étaient ouvriers.

C'est pourquoi je parlais tout à l'heure de motivations circonstanciées à l'entrée dans la Résistance. Un autre exemple se trouve dans le Piémont. À la signature de l'armistice du 8 septembre 1943 avec les Alliés, les 100 000 hommes de la IV^e armée italienne, qui occupait depuis novembre 1942 les régions de Nice et de Grenoble, rentrent en Italie dans le plus grand désordre. Certains soldats ne peuvent pas rentrer chez eux parce qu'ils sont originaires du Sud, coupé du Nord par la ligne de front entre Alliés et Allemands : ils vont parfois rester dans les montagnes du Piémont, où ils deviennent partisans.

Y a-t-il encore aujourd'hui des questions très polémiques, comme l'a été l'idée de guerre civile, parmi les historiens spécialistes de la Résistance ?

Non. L'intensité des polémiques dans les années 1990 était liée au contexte politique, celui de l'effondrement de la Première République et des deux partis qui l'incarnaient, le PCI et la Démocratie chrétienne. Aujourd'hui, il y a moins de travaux sur la Résistance. L'intérêt des chercheurs spécialistes de la période s'est déplacé vers d'autres questions comme les internés militaires (ces soldats italiens faits prisonniers par les Allemands après le 8 septembre), les déportations raciales, les victimes civiles des bombardements alliés ou des représailles nazies ou fascistes. L'historiographie a connu, comme en France, un tournant victimaire qui a diminué l'intérêt pour la Résistance.

Pas de date de commémoration

Est-ce qu'il y a, pour le grand public italien, un personnage symbolisant la Résistance ?

Pas vraiment. Il n'y a aucun équivalent en Italie de De Gaulle ou de Jean Moulin. Le personnage le plus connu est sans doute Sandro Pertini, socialiste exilé et emprisonné pendant le fascisme, puis dirigeant de la Résistance, qui doit sa notoriété au fait d'avoir été un président de la République très populaire entre 1978 et 1985. Mais il est mort en 1990 et son nom ne dit plus grand-chose aux jeunes générations.

La plus célèbre est sans conteste *Rome, ville ouverte* de Roberto Rossellini. Mais le film date de 1945 ! Sa vision de la Résistance, qui insiste sur l'unité du peuple dans la lutte pour la libération nationale, est typique de l'époque, mais complètement désuète. Depuis, il n'y a plus eu d'œuvres majeures atteignant le grand public et évoquant cette période. Il n'y a guère que *Bella Ciao* qui symbolise l'antifascisme, avec ce paradoxe que le chant était inconnu des partisans et que ses paroles n'ont aucun contenu politique !

Une date ?

Le 25 avril, qui commémore la libération de Turin et de Milan par les partisans, est un jour férié mais il est aujourd'hui peu célébré hors des milieux de gauche. Du reste, sa célébration publique a été interdite de 1948 à 1961, date d'arrivée au pouvoir du premier gouvernement de centre-gauche. Durant cette période, dans les écoles, on célébrait le 25 avril l'anniversaire de la naissance du prix Nobel de physique Guglielmo Marconi ! Ce n'est que sous la présidence de Giuseppe Saragat (1964-1971) que l'on commence à célébrer le 25 avril à la radio ou à la télévision publique.

Plus récemment, les présidents de la République (aux pouvoirs surtout symboliques) Carlo Ciampi et Sergio Mattarella (toujours en fonctions) ont essayé de transformer le 25 avril en une fête populaire, mais ces efforts n'ont guère eu de succès. La date reste un repoussoir pour la droite et l'extrême droite. L'an passé, plusieurs maires de la Ligue, en particulier dans son bastion de Vénétie, ont pris des arrêtés municipaux pour interdire de chanter *Bella Ciao* lors

des commémorations du 25 avril, en soutenant qu'il s'agit d'une chanson politique qui ne représente pas l'unité du peuple.

Et Matteo Salvini, dirigeant de la Ligue et actuel ministre de l'intérieur, a tenu un discours à Vérone le 25 avril 2017 pour souhaiter que cette date devienne la fête de la libération de l'Italie de la peur et pour célébrer le droit à l'autodéfense !

Comment l'histoire de la Résistance est-elle aujourd'hui enseignée ?

Il faut distinguer la théorie de la pratique. Selon les programmes et les manuels scolaires, l'étude du XX^e siècle doit être centrale. Mais quand je me rends dans des lycées, je constate que les jeunes connaissent très

mal la période fasciste. Ils pensent que la Résistance a été une lutte contre l'occupation allemande, sans savoir ce qui a conduit à cette occupation. On entend encore trop souvent que le régime fasciste avait des bons côtés. Il y a une méconnaissance totale du fait que l'Italie est, à partir de 1935, un État allié de l'Allemagne nazie, à la politique clairement impérialiste (invasion de l'Éthiopie, participation aux côtés d'Hitler à la guerre civile espagnole) et raciste (lois antisémites de 1938, dont on entend hélas souvent qu'elles ont été imposées par Hitler, ce qui est totalement faux).

Cette méconnaissance de la période fasciste par les jeunes générations offre un terreau fertile pour la propagation des idées d'extrême droite.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.